



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2023-0208 du 27 NOV. 2023

Transfert d'autorisation environnementale

Société AFM Recyclage

Arrêté préfectoral complémentaire transférant l'autorisation d'exploiter accordée à la société GDE au profit de la société AFM Recyclage pour le centre de transit de déchets non dangereux et le centre VHU (Véhicules Hors d'Usage) située sur le territoire de la commune du Mans au 49 avenue Pierre Piffault et boulevard Jean-Jacques Rousseau et portant agrément pour l'exploitation d'une installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage
Agrément numéro PR7200004D

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le titre Ier du livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46, R.181-47 et R.516-1 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 860-3590 du 17 octobre 1986 régularisant l'exploitation par la société Greverend SA de deux chantiers de récupération situés aux lieux-dits « Le Désert » et « Le Plateau » au Mans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 980-5003 du 18 décembre 1998 autorisant la société GDE Division Papier à exploiter une plateforme de tri et de récupération de papiers-cartons et de déchets industriels banals, 49 avenue Pierre Piffault au Mans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-3971 du 11 juillet 2006 portant agrément de la société Guy Dauphin Environnement pour la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DIRCOL 2015-0091 du 30 juin 2015 relatif aux garanties financières et à l'actualisation du classement des installations ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2018-0481 du 16 novembre 2018 portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'une installation de dépollution et démontage de Véhicules Hors d'Usage – Agrément numéro PR7200004D ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 3 juillet 2006 au profit de la société Guy Dauphin Environnement ;

VU la demande de changement d'exploitant portée à la connaissance du préfet, le 30 juin 2022, par la société AFM Recyclage, dont le siège social est situé au lieu-dit « Prairies de Courréjean » - 19 chemin de Guiteronde - 33882 Villenave d'Ornon Cédex ;

CONSIDÉRANT la demande portant sur le changement d'exploitant au profit de la société AFM Recyclage conformément à l'article R.181-47 et L.181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce changement d'exploitant requiert une autorisation préfectorale, un nouvel agrément et la constitution de garanties financières conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société AFM Recyclage dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour poursuivre l'exploitation du site ;

CONSIDÉRANT que la demande de changement d'exploitant au profit de la société AFM Recyclage est instruite dans les formes prévues par l'article R.516-1 du code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

CONSIDÉRANT que la demande d'agrément au profit de la société AFM Recyclage est instruite dans les formes prévues par l'article R.181-45 du code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 20 octobre 2023 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

Article 1 : Objet

La société AFM Recyclage, dont le siège social est situé au lieu-dit « Prairies de Courréjean » - 19 chemin de Guiteronde - 33882 Villenave d'Ornon, est autorisée à poursuivre l'exploitation du centre de transit et regroupement de déchets non dangereux situé 49 avenue Pierre Piffault et boulevard Jean-Jacques Rousseau sur le territoire de la commune du Mans en remplacement du précédent exploitant.

Article 2 : Conditions d'exploitation

L'exploitation est poursuivie conformément aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux énumérés ci-après :

- arrêté préfectoral n° 860-3590 du 17 octobre 1986 régularisant l'exploitation par la société Greverend SA de deux chantiers de récupération situés aux lieux-dits « Le Désert » et « Le Plateau » au Mans,

- arrêté préfectoral n° 980-5003 du 18 décembre 1998 autorisant la société GDE Division Papier à exploiter une plateforme de tri et de récupération de papiers-cartons et de déchets industriels banals, 49 avenue Pierre Piffault au Mans.

Article 3 : Garanties financières

Le montant TTC des garanties financières est de 77 871 € (soixante dix sept mille huit cent soixante et onze euros).

Article 4 : Agrément

Article 4.1 – Définition :

La société AFM Recyclage est agréée pour effectuer le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur son installation située au 49 avenue Pierre Piffault et boulevard Jean-Jacques Rousseau sur le territoire de la commune du Mans.

| Nature des déchets Objet de l'agrément | Origine (géographique) | Flux maximal annuel de VHU à dépolluer (nombre) | Nombre maximal de VHU non dépollués stockés sur le site |
|---|---|--|--|
| Véhicules hors d'usage à dépolluer | Préférentiellement : Sarthe et départements limitrophes | 900 | 20 |

Article 4.2 - Cahier des charges lié à l'agrément :

AFM Recyclage est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 4.3 - Vérification prévue au point 15° du cahier des charges annexé à l'agrément :

L'exploitant transmet systématiquement son commentaire sur les résultats de la vérification prévue au point 15° du cahier des charges annexé à l'agrément avec ces derniers.

Lorsque les résultats identifient des écarts, les commentaires apportent des explications sur leur origine et **présentent les actions mises en œuvre par l'exploitant pour les supprimer.**

Article 4.4 - Affichage :

AFM Recyclage au Mans est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément.

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie du Mans et peut y être consultée ;
- un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie du Mans pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : Pour exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire du Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


ÉRIC ZABOURAEFF